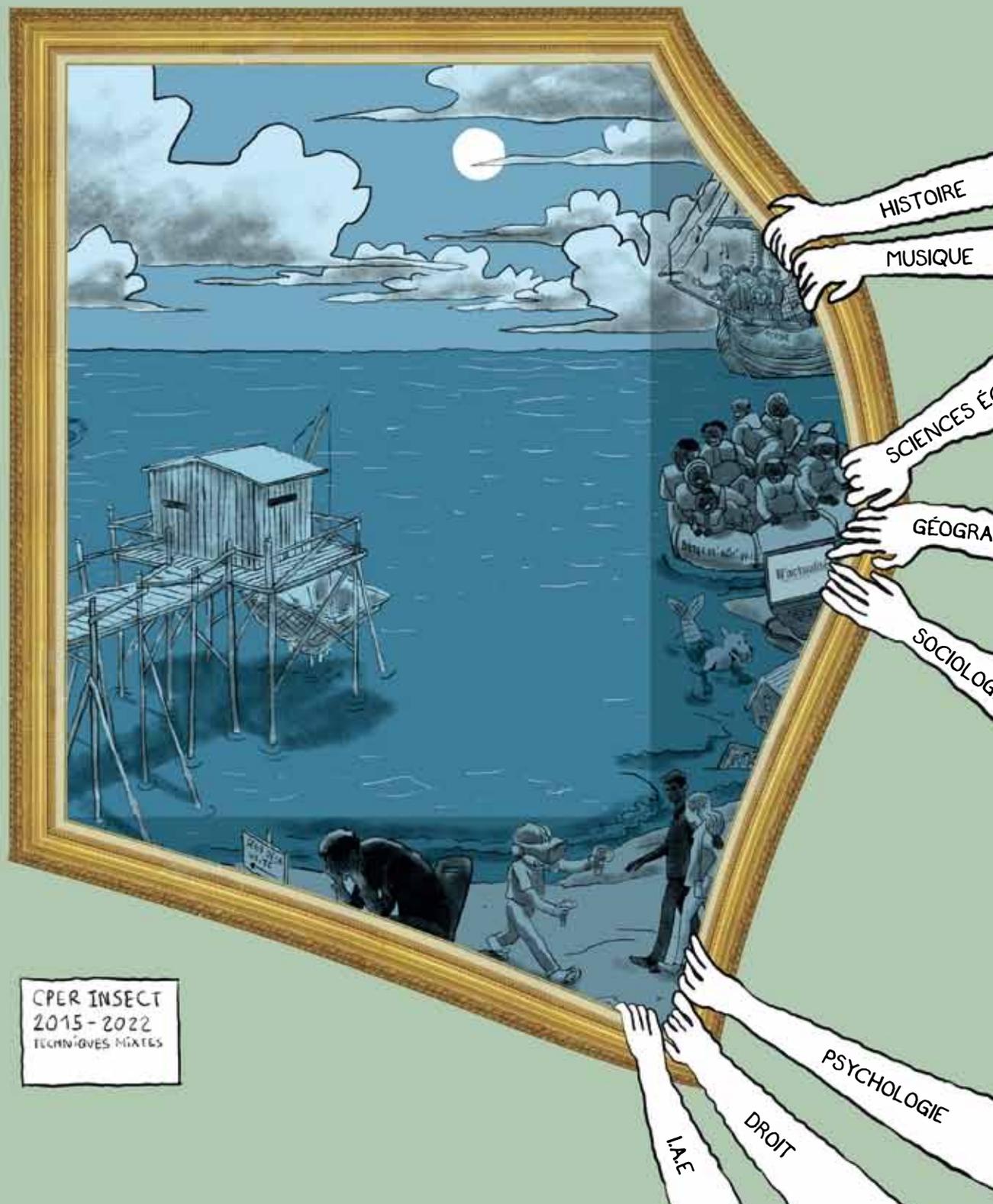


LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DANS TOUS LEURS ÉTATS

La recherche collective en action

Sous la direction de : Dominique Royoux, Sylvie Sap et Julien Gaillard

Politique territoriale : adaptation au changement climatique



CPER INSECT
2015-2022
TECHNIQUES MIXTES

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000, la lutte des pouvoirs publics pour contenir les effets du changement climatique (CC), prend la forme d'une recherche d'articulation entre, d'une part, des orientations nationales (réhabiliter les « passoirs thermiques » par exemple) et des modes d'application locales (former les artisans à la rénovation énergétique) et d'autre part, dans une recherche de combinaison entre des efforts d'atténuation des impacts négatifs du CC sur un plan global (atteindre la neutralité carbone à tel horizon temporel) et des actions d'adaptation aux conditions nouvelles du CC (par exemple cartographier les îlots de chaleur et en limiter le nombre par la maîtrise de l'artificialisation des sols). L'ensemble des démarches vise à rendre plus opérationnel et efficace le niveau local d'intervention publique, notamment par l'exercice de la compétence des intercommunalités en matière d'urbanisme et d'aménagement. La recherche menée par huit membres de l'Unité de Recherche RURALITES a consisté à évaluer les démarches conduites par les acteurs institutionnels et collectifs divers, dans les domaines de la gestion de l'eau, de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et de la représentation du CC par les viticulteurs de l'Île de Ré, et leurs contributions à la construction de véritables politiques climatiques.

La recherche a consisté autant à s'interroger sur la capacité des collectivités territoriales à lutter contre le CC en s'appuyant sur leurs compétences traditionnelles, qu'à vérifier l'évolution des comportements individuels et collectifs vis-à-vis des changements majeurs que suppose la mise en œuvre de politiques ambitieuses pour contrer le réchauffement continu de l'atmosphère.

Depuis 2016, les « Plans Climat Air Energie Territoriaux » (PCAET), constituent l'outil privilégié autour desquels se construisent les « politiques climatiques ». Ils se sont heurtés à quatre difficultés pour être vraiment à la hauteur des enjeux. Le volet climat fait l'objet de concurrences de compétences entre collectivités territoriales. Le manque de concertation et de coordination institutionnelle

est liée à l'obligation politique de marquer sa signature dans le domaine du dérèglement climatique qui entraîne des effets de superposition ou de télescopage des actions entreprises. Par ailleurs, les collectivités territoriales rencontrent des difficultés pour mobiliser concrètement les habitants, les associations, les entreprises, au sein de stratégies locales convergentes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Si une prise de conscience se construit rapidement sur les enjeux énergétiques et climatiques, les changements de comportement tardent à s'incarner et se reportent sur un « credo technologique réparateur », qui atténue la responsabilité sociale et collective des sociétés locales. Troisième difficulté, la coopération entre les collectivités est limitée pour lutter contre les dérèglements climatiques et pour prendre en compte, à la bonne échelle, les améliorations à apporter aux schémas des modes de transport collectif et individuel. Enfin, les stratégies de planification territoriale ne sont pas assez coordonnées entre les schémas régionaux et les schémas locaux tels que les SCOT (Schémas de COhérence Territoriale) et les PLUI (Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux).

La recherche discute de la pertinence des actions conduites par les différentes institutions pour s'adapter à la diminution de la ressource en eau, de l'évaluation des politiques énergétiques locales encore timides mises en œuvre, de la représentation de la crise climatique ressentie par les viticulteurs et d'un certain déni de leur part quant aux mutations environnementales en cours.

Trois défis restent à relever : construire des politiques climatiques fédérant celles de l'emploi, de la formation, de l'habitat, de la santé ; diversifier les actions de lutte contre le CC : végétalisation, artificialisation, partage de l'eau ; établir des diagnostics de vulnérabilité physique et sociale des populations et des territoires, pour construire des réponses adaptées à des enjeux multi-scalaires.

Avec le soutien de :



POLITIQUE TERRITORIALE : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

AVANT 2020 :

Le réchauffement climatique ? C'est un problème mondial ça !

Il y a quand même des problèmes plus urgents au niveau local !

Confusion entre **ATTÉNUATION** et **ADAPTATION**

Nous sommes en guerre... transport aérien

...Contre le thermomètre.

Nouvelle zone périphérique = emploi, dynamisme.

Non. Périphérique = Voiture, goudron, béton.

ÉCHELLE NATIONALE

ÉCHELLE LOCALE

MAINTENANT : plusieurs électrochocs pour ceux qui «fabriquent» du territoire:

Covid

Canicule

Un risque d'inondation, ici ?

Maintenant oui.

Les nouvelles forêts de Nouvelle Aquitaine...

lots de chaleur : c'était pas sensé être un éco-quartier ?

Si, mais tout est bétonné !

Prise de conscience = élargissement des diagnostics des vulnérabilités.

SENTIMENT D'IMPUISSEANCE : à dépasser pour agir.

POLLUTION DE L'AIR

La route elle pue.

LOGEMENT

Nouvelle norme : il faut ajouter 60 cm d'isolation !

Encore ?

DÉCHETS

Nous on trie, mais après ils en font quoi ?

MOBILITÉ

Pourquoi on taxe l'essence à ceux qui sont obligés d'aller travailler en voiture ?

C'est pas juste !

ARGH

Comment construire un plan cohérent avec tout ça ?

PARTAGE DE L'EAU

Pourquoi il peut arroser et pas moi ?

Pourquoi il peut stocker dans des méga-bassines ?

Bon, ça va !

ÉNERGIE

Encore de la bonne terre gâchée !

Vous êtes bien contents de manger mes céréales !

DÉFI DOUBLE :

Prioriser :

Urgence ! On doit faire ça d'abord !

Tout faire en même temps :

Ah oui mais si on fait ça, ça implique ça.



Une conscience globale à développer.

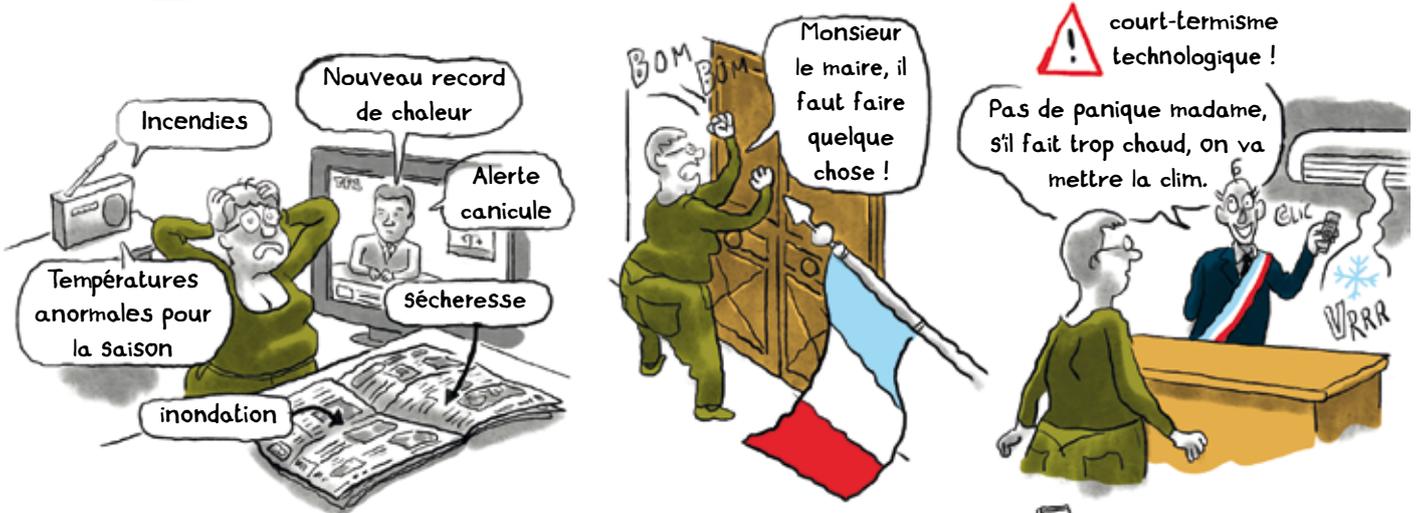
CLIMAT : Plus un problème parmi d'autres...



Toutes les actions de la commune doivent être réévaluées à travers la problématique climatique.

...mais au centre des problèmes.

INCITATION CITOYENNE : prise de conscience populaire.



INCITATION ÉTATIQUE : appel à projets.

Les mauvais...

...et les bons élèves.



Besoin d'explication politique !



Nécessité de formation et de la communication.

DÉFI : coordonner politique publique et comportement individuel

Depuis qu'il en porte à la crèche, monsieur ne veut plus mettre que des couches lavables !



Nouvelles générations sensibles et volontaires.



la Nouvelle
Aquitaine.